

Présentation : Les arrières-scènes participatives et le lien ordinaire au politique

Marc Breviglieri and Stéphanie Gaudet

Number 71, Spring 2014

La participation sociale et politique au quotidien

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1024735ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1024735ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Breviglieri, M. & Gaudet, S. (2014). Présentation : Les arrières-scènes participatives et le lien ordinaire au politique. *Lien social et Politiques*, (71), 3–9. <https://doi.org/10.7202/1024735ar>

Les arrières-scènes participatives et le lien ordinaire au politique

MARC BREVIGLIERI

Haute école spécialisée de Suisse
Occidentale

STÉPHANIE GAUDET

Département de sociologie et
d'anthropologie
Université d'Ottawa

Ce numéro propose d'analyser la diversité et la complexité des dimensions sociales de l'expérience de participation vécue par les individus dans leur quotidienneté. Le défi était de présenter une diversité de formes participatives afin de lever le voile sur des pratiques que l'on ne pourrait difficilement qualifier de politiques, mais qui méritent une analyse attentive afin de comprendre notre univers social et l'émergence de rapports politiques contemporains. En premier plan, nous y trouvons des analyses sensibles à des perspectives décrivant la quotidienneté au sens large et dans laquelle s'inscrit l'expérience participative. Il y est question d'ambiances qui mobilisent, d'affects qui se révèlent déterminants, de séductions et d'effets d'entraînement, de relations de dépendance et d'attachements personnels, d'entraides habituelles et de coups de main amicaux, d'éléments diffus et pluriels de sociabilité qui s'inscrivent comme des leviers ou des obstacles à la participation sociale et politique.

On se propose d'appeler « arrière-scène participative » cet ensemble diffus de phénomènes qui ressortent à la fois des conditions de possibilité de la participation politique et sociale et qui en sont souvent l'antichambre. Des contextes régulièrement ignorés par les réflexions scientifiques classiques sur les mouvements sociaux, l'action collective ou la démocratie participative où sont privilégiées les analyses institutionnelles, les logiques d'acteurs et l'étude des leaders.

Il nous paraît d'autant plus important de comprendre ces expériences quotidiennes dans le contexte contemporain où l'injonction à la participation semble être devenue l'apanage des gouvernements démocratiques occidentaux, comme celui des organismes qui structurent le développement international¹.

1. La Banque mondiale somme maintenant les pays qu'elle soutient financièrement à adopter des principes de démocratie participative.

L'extension du domaine de la participation des régimes démocratiques actuels répond, à première vue, à l'appel d'un vaste mouvement politique qui prétend intégrer et impliquer toujours davantage d'acteurs sur l'axe du vivre ensemble. Elle semble affecter toutes les échelles de la vie commune : les organisations économiques et publiques, les quartiers et les écoles, partout où se légitime le recours à un fonctionnement démocratique plus participatif. L'appel aux pratiques participatives se fait entendre, bien en deçà des déficits avérés de la démocratie participative, dès qu'un défaut de communication mine le vivre ensemble ou que l'apathie du citoyen ordinaire présente une menace pour l'intégration dans un espace commun.

Dans leurs vies quotidiennes, les personnes expérimentent ainsi plusieurs médiations non étatiques où l'on observe une déprofessionnalisation de la politique qui suppose l'émergence de ces « arrières-scènes » participatives. La question du prendre part au commun s'y envisage d'abord comme une expérience intime où les personnes vivent intérieurement les contraintes sociales ; où elles vivent un choc avec la réalité et en font l'apprentissage concret. Ce choc expérientiel conduit certains à participer pour reconnaître et faire reconnaître leurs différences. D'autres prennent plutôt la forme d'un exercice de construction de l'expérience commune et de sa légitimation, mais chaque expérience s'articule à travers des tensions vécues par les personnes et parfois créées par des organisations. Le fil conducteur de ce numéro déroule une réflexion autour de ces quatre expériences participatives : 1) la mise en forme de nouveaux canaux d'expression publique de l'arrière-scène participative ; 2) l'émergence d'un sens critique devant l'intolérable de la quotidienneté ; 3) l'affirmation de figures de la solidarité quotidienne pour prendre en charge l'intolérable et intégrer sa différence dans la communauté ; 4) les tensions de l'expérience participative.

On peut noter que cette tentative de mettre en évidence ces expériences de l'*éthos* participatif illustre autant de formes d'apprentissage du politique et révèle deux ressorts d'analyse que l'on retrouvera en parcourant différentes contributions. Tout d'abord, l'infiltration du politique dans les lieux du quotidien induit une véritable force de transformation de la personne. Il faut en chercher la signification dans la manière dont la participation s'inscrit dans une dynamique d'évolution personnelle ou dans un « plan de vie » et marque une rupture biographique ou l'occasion d'une affirmation de soi. C'est alors à travers la diversité de ces dynamiques de singularisation de la participation que l'on peut analyser l'expérience du commun et voir comment des projets personnels s'articulent à des mouvements d'adhésion collectifs et à des enjeux traversant les espaces communs.

Ensuite, les textes de cette livraison montrent à plusieurs égards que cette infiltration du participatif dans le quotidien n'est pas axiologiquement neutre. Elle porte d'un côté l'empreinte du démantèlement progressif de l'État-providence

et de la montée d'une société néolibérale qui prétend pouvoir piloter le politique. On y retrouve une participation mise au service de la flexibilité économique, permettant d'étendre la légitimité de l'ordre marchand. Elle est aussi placée au cœur de la montée d'une culture de l'évaluation qui structure la gouvernance des institutions publiques en transformant le citoyen en client sous les auspices du *nouveau management public*. De l'autre côté, c'est précisément à partir de la faillite de ce modèle qui instrumentalise la participation, de son incapacité à réduire les effets de dominations politiques, à colmater les effets de la crise économique ou à générer un autre imaginaire du progrès qu'il faut comprendre la diffusion d'autres figures de la participation qui questionnent différemment la contribution au commun et prennent soin autrement de la multiplicité humaine.

Et c'est notamment en regardant comment ces manifestations du participatif imprègnent et structurent le quotidien le plus personnel, depuis l'intimité affectée, l'ancrage affectif des proches ou la simple préoccupation de survivre, que se rend possible un certain éclairage sur le politique et sur ses conditions de possibilités. Non pas le politique valorisé dans le format établi du modèle délibératif en assemblée publique, mais celui qui cherche encore des ressources pour que s'édifie un *vouloir* vivre ensemble et des bases pour que s'affirme un *pouvoir* agir en commun.

Aussi, il n'est pas question de céder à un irénisme : aucun texte n'avance l'idée d'une victoire acquise au politique ni ne participe à un éloge de l'ordinaire en sa dimension infrapolitique. La politisation du quotidien s'y montre plutôt sous son visage profondément ambivalent. Tantôt positive parce qu'elle donne du pouvoir au sujet dans sa quotidienneté, tantôt néfaste, car elle concourt à retourner le sens et l'usage politique, contribuant à accroître l'ambiguïté de notre histoire politique contemporaine. Il n'est donc pas question dans ce numéro de privilégier une vision idéalisée de la démocratie directe au profit d'une démocratie représentative désenchantée, mais bien plutôt de poser un regard sur l'expérience sociale de la participation, sur ses différentes textures et ses épaisseurs, mais surtout sur ses tensions. Des tensions qui sont le propre des rapports sociaux et de la transformation des expériences personnelles en positionnement politique.

LES NOUVEAUX CANAUX D'EXPRESSION PUBLIQUE DE L'ARRIÈRE-SCÈNE PARTICIPATIVE

Qu'arrive-t-il quand la souffrance personnelle n'a pas d'échos pour se transformer en épreuve publique ? Les prochains articles nous exposent comment des personnes utilisent d'autres modalités pour se manifester en tant que citoyen et créer une arrière-scène participative. Le texte de Caroline Caron expose notamment comment une adolescente a utilisé le média social YouTube pour développer des vidéos où elle sensibilise les jeunes à l'égard de l'intimidation

en milieu scolaire. Cette utilisation des médias sociaux permet à la jeune femme de politiser son expérience personnelle, voire intime. Dans cet article, l'auteure démontre comment les réseaux sociaux deviennent de nouveaux espaces participatifs où les jeunes peuvent redessiner les pourtours des espaces publics et privés pour créer du commun autour de souffrances personnelles qui deviennent collectives. Rachel Brahy analyse les expériences d'engagement à travers des activités de théâtre-action belge. Elle s'y demande comment cette expérience peut être interprétée comme une forme de participation sociale et politique. Cette activité, souvent proposée aux personnes isolées socialement, devient en fait moins un espace de revendications politiques que celui d'engagements profonds où les personnes expérimentent affectivement la présence à l'autre. Des espaces où la participation devient sociale à travers l'expérience très intime de l'interaction corporelle et langagière. En écho au texte de Brahy, Élisabeth Greissler explique qu'il est nécessaire d'élargir l'horizon sémantique de la participation à celui de l'engagement pour comprendre les expériences des personnes marginalisées, notamment celle des jeunes de la rue de Montréal. Elle y raconte comment, pour ces jeunes, le fait de vivre en marge des normes culturelles dominantes représente une forme de participation à la vie sociale.

L'ÉMERGENCE D'UN SENS CRITIQUE ET POLITIQUE DEVANT L'INTOLÉRABLE

Tandis que la première section du numéro expose de nouvelles scènes participatives de l'intime, les textes suivants présentent une analyse autour de l'émergence d'une mobilisation politique marquée par le cri de l'indignation qui puise dans l'extrême précarisation de l'existence ou l'aggravation d'une fragmentation sociale. David Gouard nous invite tout d'abord à retracer la trajectoire sociopolitique d'un enfant de l'immigration algérienne en France. Son entreprise politique s'est jouée à la faveur de sa compétence à politiser un milieu populaire au profit, notamment, d'une dynamique d'identification renforçant un sentiment d'appartenance. C'est alors dans un espace laissé vacant par les partis de gauche traditionnels que s'est déployée une mobilisation locale sensible à l'amélioration des conditions de vie ordinaire et à l'intégration citoyenne que réclame une jeunesse issue de l'immigration. Le travail ethnographique de Mélanie Duclos, qui porte sur les biffins, vendeurs d'objets de seconde main qui arpentent un quartier nord de Paris, renforce cette analyse qui introduit la problématique de l'édification progressivement politisée d'un « nous ». C'est d'abord, montre l'auteure, sur le registre d'une résistance quotidienne à toutes formes de résignation devant l'extrême précarisation de la vie que se travaille un ancrage territorial collectif marqué par une certaine solidarité. De cette non-résignation dérive un ensemble de capacités ordinaires qui cristallise petit à petit les conditions d'une véritable lutte d'opposition orientée vers la légalisation de leur activité :

s'exposer, s'affirmer, développer une parole critique, assumer enfin un rapport polémique et contestataire face aux forces de l'ordre dans l'espoir d'une reconnaissance politique. Sylvaine Bulle aborde aussi le registre de la critique ordinaire émanant de regroupement de citoyens israéliens particulièrement touchés par les discriminations sociales et l'« indignité ordinaire » de vies nettement précarisées. Dans la radicalité même de leur manière de prendre place, de s'installer physiquement et symboliquement dans la rue, d'ériger une voix publique sur fond de témoignages affectés et d'assemblées du peuple, ces mouvements contestataires finissent par mettre en tension le rôle des institutions sociales et de l'État libéral.

LES FIGURES DE LA SOLIDARITÉ QUOTIDIENNE POUR PRENDRE EN CHARGE L'INTOLÉRABLE ET LA DIFFÉRENCE

Tandis que les textes précédant présentaient diverses situations où les personnes développent et expriment leur refus de l'intolérable, ceux de la troisième partie laissent entrevoir la mise en forme de solidarités quotidiennes et d'affirmation de la différence. Les deux premiers textes analysent des cultures de participation sous un angle singulier et relativement inédit. En présentant certaines modalités de partage d'éléments de la vie quotidienne des enfants, l'article d'Elsa Zotian convoque la question d'une possible opposition entre leur manière de participer au monde commun et ce qui relève de l'univers normatif que leur adressent les adultes. C'est notamment au moment où les enfants se solidarisent au profit de certains registres d'amusement que l'idéal d'un espace participatif partagé avec les adultes semble le plus fragile. Devenus embarrassants et ingérables aux yeux de ces derniers, les enfants se heurtent au retour d'une autorité verticale répondant à des visées éducatives et aux normes imposées dans les espaces institutionnels. Fabien Hein s'intéresse quant à lui à montrer le potentiel participatif d'une culture alternative. Il y décrit en détail le passage du plan des motivations artistiques et musicales fondant le mouvement punk aux raisons capables de légitimer une action critique fondant un véritable élan participatif collectivisé. À l'opposé de l'image d'un mouvement d'humeur exclusivement anti-institutionnelle, l'article montre la persistance d'un foisonnement de micropolitiques qui engagent vers un véritable projet d'émancipation des modes de vie et de transformation des rapports de solidarités.

Les textes qui complètent cette section dévoilent davantage la mise en forme de solidarités à travers la participation. Le texte de Nicolàs Angelcos et Marie-Christine Doran raconte comment les *pobladores* chiliens, ces habitants des bidonvilles considérés par plusieurs comme politiquement apathiques, ont développé des espaces participatifs extérieurs aux mécanismes légitimés par les institutions politiques chiliennes. Cette expérience, expliquent les auteurs, donne toute son importance au processus de subjectivation politique où les *pobladores* s'organisent démocratiquement pour participer aux décisions qui les

concernent tout en contestant les processus mis en place par l'État. Le texte d'Elisabetta Bucolo pointe, pour finir, l'émergence de centres sociaux polyvalents dans les quartiers populaires de la ville de Palerme dont les initiatives civiques et solidaires mettent en jeu l'équilibre d'un tissu d'interconnaissance de voisinage tout à la fois bienveillant et relié par des formes de contrôle social à des réseaux de type mafieux. C'est un long et nécessaire travail de recomposition ou d'élargissement de la confiance envers le politique et les formes de participation civique qui s'inscrit alors dans les lieux traditionnels d'échange du quartier sous la forme tangible de projets et d'actions en faveur de la légalité.

LES AMBIVALENCES PARTICIPATIVES

Il était important, dans ce numéro, d'éviter une vision irénique de la participation pour en dévoiler également sa part d'ombre. La participation sociale et politique est certes le propre des sociétés démocratiques et l'un des aspects de la citoyenneté les plus reconnus, mais elle n'est pas dépourvue de tensions et d'effets pervers. Mathias Kuepie et Arouna Sougane nous rappellent par exemple que la participation politique et associative est souvent le jeu de prises de pouvoir et d'instrumentalisation de la part des plus puissants dans les milieux pauvres. Ils présentent comment la participation aux élections ne semble pas prendre racine dans les pratiques des Maliens. Le Mali, l'un des pays ayant le plus faible indice de développement humain au monde, compte environ 75% d'analphabètes. Il n'est donc pas étonnant que la plupart des expériences participatives des citoyens s'inscrivent davantage à travers les associations familiales, religieuses et de quartiers. Ici les rapports sociaux de classe structurent grandement les types de participation, les plus instruits participant davantage aux votes électoraux que les autres. Ainsi, faudrait-il être, selon les auteurs, très circonspect à l'égard d'une participation citoyenne idéale et souhaitée et les dangers d'une participation politique où dominent les intérêts des plus nantis au détriment des plus démunis.

Les effets pervers de la participation s'observent également dans les pays occidentaux, notamment au sein des régimes postprovidentiels. Dans ce contexte, nombreux sont les gouvernements à solliciter la participation des citoyens pour favoriser une plus grande prise en charge de soi et des autres. Ce discours de capacitations relègue souvent le social à l'arrière-plan et iconise la figure de l'individu. Or une plus grande participation de bénévoles au sein de la société oblige à une réflexion sur les limites de ce type d'action. C'est précisément cette réflexion que font Charles Gaucher, Andrée Sévigny, Line Beauregard et Andréanne Guindon à partir de l'observation des pratiques de bénévoles dans un milieu de réadaptation. Leurs observations démontrent les tensions entre les logiques d'experts et les logiques de don des personnes qui offrent de leur temps et l'importance de conserver un équilibre entre la neutralité thérapeutique

et la proximité affective des bénévoles. Finalement, Isabelle Marchand et Oscar Firbank démontrent comment la politique *Vieillir et vivre ensemble – Chez soi, dans sa communauté, au Québec*, mise en œuvre en 2012 et inspirée de la politique-cadre de l'Organisation mondiale de la santé sur le vieillissement actif, redéfinit les responsabilités entre les individus, les proches et l'État en prônant la participation sociale des aînés. Ce type de politique valorise la responsabilité du citoyen et l'activation des capacités individuelles de prise en charge tout au long de la vie. Les auteurs y démontrent comment le discours sur la participation sous toutes ces formes (économique, sociale, politique) a été investi par les gouvernements afin de responsabiliser les personnes. Ils y démontrent notamment comment la notion de participation est intimement liée à celle de l'emploi et qu'elle n'est pas neutre selon les genres.